

## Un nouveau réseau de corruption mis à jour entre Juan Guaido, l'avocat de Donald Trump et un magnat vénézuélien

Par [Misión Verdad](#)

Mondialisation.ca, 24 janvier 2020  
[misionverdad.com](http://misionverdad.com)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)  
Thème: [Services de renseignements](#)

Le leader d'extrême droite vénézuélien Juan Guaido, qui vient de se réunir avec le mouvement-frère espagnol "Vox", et qui a réclamé depuis Madrid une intervention militaire contre son pays, revient à la une des médias états-uniens. Pas comme « héros de la lutte démocratique contre la dictature de Maduro » mais comme pièce du vaste dossier de corruption qui pèse sur l'avocat personnel de Donald Trump, l'ex-maire de New York Rudolph Giuliani. Celui-ci a été mis en cause pour ses activités extra-légales de lobbyiste dans la politique et les institutions américaines, ainsi que dans les relations des États-Unis avec le monde.



Rudy Giuliani, l'avocat personnel de Donald Trump, avec l'homme d'affaires ukrainien-américain Lev Parnas au Trump International Hotel à Washington, le 20 septembre 2019. Parnas a confirmé les liens de Giuliani avec les Guaido (Photo : Aram Roston / Reuters)

Le Washington Post et [l'agence Reuters](#) expliquent que Giuliani a validé un lien entre Juan Guaidó et un ancien magnat vénézuélien qui fait l'objet d'une enquête au Venezuela et qui

est dans le collimateur des États-Unis pour corruption et blanchiment d'argent : Alejandro Betancourt.

Interrogé par Reuters sur sa relation avec Alejandro Betancourt, Juan Guaido a répondu : « Je ne connais pas M. Betancourt, je n'ai pas de relation avec lui ». Quant au père du « président » autoproclamé du Venezuela, l'homme d'affaires Wilmer Guaidó, il a répondu : « Je soutiens seulement mon fils comme toute la famille contre cette dictature criminelle, mais je n'ai rencontré personne ».

Or, une information exclusive de Reuters confirme une réunion organisée en août dernier dans un luxueux domaine privé en Espagne. Y participaient Alejandro Betancourt, Rudolph Giuliani et Wilmer Guaidó. Pourquoi ce dernier a-t-il organisé cette réunion ? Selon Reuters, Betancourt voulait démontrer à Giuliani ses liens étroits avec les figures de l'opposition vénézuélienne, et n'a pas hésité à révéler qu'il avait secrètement fourni à Guaidó une aide financière afin que ce dernier puisse réaliser ses plans de déstabilisation du Venezuela, et permettre aux entreprises états-uniennes de reprendre le contrôle économique de ce pays. La présence du père de Guaidó à cette réunion avait pour but d'étayer cette affirmation. Toujours selon Reuters l'objectif de Betancourt était que Giuliani persuade le ministère de la Justice d'abandonner une enquête sur lui liée à une affaire de blanchiment d'argent et de corruption dans l'État de Floride.

La Cour fédérale de Floride du Sud accuse en effet Alejandro Betancourt, fondateur de la compagnie d'énergie Derwick, d'avoir subtilisé des millions de dollars grâce au système de corruption qui a permis d'extraire 1,2 milliards de dollars de la compagnie publique Petróleos de Venezuela, S.A. (PDVSA) à l'époque où Rafael Ramírez en était le président, fonds ensuite blanchis par l'intermédiaire de prête-noms à Miami, à l'aide de fausses transactions immobilières et de faux titres. Betancourt est aussi accusé d'avoir réalisé des achats défavorables au Venezuela en 2009 pour pallier la crise de l'électricité générée par la sécheresse qui sévissait cette année-là dans le pays.

C'est à la suite de cette réunion dans la villa espagnole en août dernier, que l'avocat de Trump Giuliani aurait tenté de convaincre les procureurs américains que Betancourt avait bien aidé l'opposition vénézuélienne et faisait donc « du bon travail ». Giuliani s'est abstenu de répondre à ces allégations.

Autre source confirmant cette réunion : Lev Parnas, ex-partenaire de Giuliani. Selon Parnas, après la réunion d'août, Giuliani a effectivement exhorté les procureurs du ministère de la Justice à agir « calmement » avec Betancourt. Parnas confirme que Betancourt avait affirmé à Giuliani qu'il « soutenait financièrement Guaidó » et qu'il « aidait les États-Unis dans leur cause », selon Reuters.

La rencontre de Giuliani avec Betancourt et le père de Guaidó dans le grand domaine espagnol, ainsi que les efforts de l'avocat pour faire pression sur le ministère de la Justice au nom de l'homme d'affaires, ont également été [révélés par le Washington Post](#). Tout cela est confirmé par le fait qu'en novembre 2019, Alejandro Betancourt a engagé pour sa défense aux États-Unis les cabinets d'avocats les plus onéreux, dont celui de Rudolph Giuliani.

Notons que les sources sont les mêmes médias mainstream qui ont promu la figure de Juan Guaido comme « futur président » du Venezuela. Et que Giuliani est impliqué dans l'actuel procès politique de Donald Trump, notamment des pressions politiques sur l'Ukraine en échange de « preuves » qui pourraient nuire à la candidature du démocrate Biden.



L'administrateur de l'USAID, Mark Green, signe un accord bilatéral avec Carlos Vecchio, « ambassadeur » de Guaidó aux États-Unis (Photo : @USAIDMarkGreen)



Des médias privés colombiens ont publié en 2019 plusieurs photos montrant Juan Guaidó en compagnie de chefs de la redoutable bande d'assassins paramilitaires et narcotrafiquants, « Los Rastrojos ».

Récemment des journaux anti-Maduro comme *El Tiempo* ou *El Espectador* (Bogotá) ou le [PanamPost](#) ont apporté les preuves ([et les photos](#)) des liens de Guaidó avec des [barons de la drogue et assassins](#) paramilitaires en Colombie, et sur le détournement par son entourage de [centaines de milliers de dollars](#) de fonds d'aide "humanitaire" de l'USAID (une des ONGs de la CIA), entre autres [actes illicites](#) révélés par Humberto Calderón Berti, l'"ambassadeur" nommé par Guaidó à Bogota, puis limogé par ce dernier à la suite de [ces](#)

[révélations](#). Guaido avait toujours nié avoir reçu ces aides. Il a été démenti par Elliott Abrams, un des responsables du massacre des familles paysannes d'El Mozote durant la guerre états-unienne contre la guérilla salvadorienne (1981), nommé en 2019 par Trump "envoyé spécial pour le Venezuela". Abrams [vient de révéler](#) que les Etats-Unis ont versé des millions de dollars à la presse et aux partis de droite vénézuéliens en 2019 et qu'ils continueront à le faire en 2020.

Cette cascade de révélations a poussé récemment des députés de la droite vénézuélienne à dénoncer la corruption de Guaido et à élire un autre président de l'Assemblée Nationale à sa place. Le député Luis Brito, qui fut président de la Commission de Contrôle du parlement vénézuélien, a accusé Guaido d'avoir tissé un vaste réseau de corruption dans et surtout à l'extérieur du pays. Pour sa part, le nouveau président de l'Assemblée Nationale, le député Luis Parra (lui aussi de droite), a annoncé le dépôt d'une plainte contre Guaido pour les différentes affaires de détournements de fonds. Ces députés ont aussitôt été sanctionnés par Washington.

Note: Alors que Donald Trump élimine les bons d'alimentation, la @USAID soutient le « changement de régime » au Venezuela avec 1 DEMI-MILLIARD de dollars des contribuables. @BenjaminNorton démonte l'énorme escroquerie des impôts états-uniens reversés à la mafia en col blanc de Juan Guaido: <https://thegrayzone.com/2020/01/23/usaid-venezuela-regime-change-trump/>

Article original en espagnol : Misión Verdad, [Rudy Giuliani le ofreció a Alejandro Betancourt inmunidad si apoyaba a Guaidó, según Reuters trama de corrupción involucra a Guaidó, abogado de Trump y empresario venezolano](#), Misión Verdad, le 23 janvier 2020.

Traduction: Thierry Deronne pour [Venezuela infos](#)

La source originale de cet article est [misionverdad.com](http://misionverdad.com)  
Copyright © [Misión Verdad](http://Misión Verdad), [misionverdad.com](http://misionverdad.com), 2020

Articles Par : [Misión Verdad](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)